

Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

*Femmes d'Europe entre elles...*¹

Patricia Thane *

* Professeur à l'Institut
de recherches historiques
de l'Université de Londres

En Grande-Bretagne, comme dans d'autres pays, il est difficile de prévoir l'ensemble des conséquences de la crise sur les femmes et les hommes, dans la mesure où cette crise est encore très récente et que les statistiques n'en mesurent pas encore les premiers effets. On ignore aussi sa durée, la direction qu'elle va prendre et quelle en sera la profondeur. Mais contrairement à ce qui s'est passé lors des crises précédentes, des débats se profilent déjà sur la différence d'impact qu'elle peut avoir sur les femmes et sur les hommes. C'est un changement important par rapport au passé, ce qui signifie que les femmes se font plus entendre et que – du moins je l'espère – elles ont acquis une plus grande influence dans la vie publique.

LE PASSÉ

En tant qu'historienne, je voudrais d'abord brièvement évoquer les crises passées en Grande-Bretagne pour démontrer que les femmes en ont souvent plus souffert que les hommes. Ainsi, lors de la grande Dépression des années 30, les femmes, comme les hommes, ont perdu leur emploi en très grand nombre, mais contrairement à eux, les femmes mariées n'ont pas bénéficié d'indemnités chômage sous prétexte qu'elles conservaient un travail – celui qu'elles effectuaient à la maison. Cette situation

1. Le 28 mars 2009, la Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec la Coordination française pour le Lobby européen des femmes (CLEF), a tenu, sous la responsabilité de Ghislaine Toutain, la septième session de sa rencontre annuelle de *Femmes d'Europe entre elles...* sur le thème *La crise économique : quelles conséquences pour les femmes ?* Cette rencontre a réuni des chercheuses, des universitaires, des syndicalistes et des responsables politiques venues de plusieurs Etats membres de l'Union européenne. Nous publions ici une première tribune de Patricia Thane, professeur à l'Institut de recherches historiques de l'Université de Londres, qui fait le point sur la situation des femmes dans la crise en Grande-Bretagne.



Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

entraîna de grandes difficultés dans des régions comme le Lancashire, où les femmes mariées travaillaient traditionnellement dans l'industrie textile. De la même façon, les femmes non mariées se virent refuser ces indemnités au prétexte qu'il y avait un déficit de main-d'œuvre dans le domaine des services à domicile et qu'elles pourraient y trouver un emploi, même si elles n'avaient jamais travaillé dans ce secteur auparavant. A cette époque là, il était admis en effet que le premier rôle des femmes était le travail domestique. Cette idée est beaucoup moins répandue aujourd'hui en Grande-Bretagne.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement travailliste était déterminé à reconstruire l'économie mise à mal par la dépression et la guerre. Il voulait assurer le plein-emploi dès le retour de la paix et il y parvint. Mais ce plein emploi bénéficia aux seuls hommes car il n'était pas imaginable, à cette époque, que les femmes puissent être concernées. En fait, un chômage faible persistait. Le gouvernement a alors encouragé à travailler les femmes qui n'étaient plus en âge de procréer (on attendait des femmes plus jeunes qu'elles aient des enfants pour endiguer la chute de la natalité amorcée avant-guerre). Mais les emplois qui leur étaient offerts étaient généralement des emplois à bas statut et peu rémunérés, même si de nombreuses femmes ont bénéficié du développement, après la guerre, de l'Etat providence, qui a créé des emplois dans le secteur de la santé (infirmières mais rarement médecins) et dans les secteurs social et de l'éducation.

Le plein-emploi des hommes prit fin avec le choc pétrolier du milieu des années 70. J'avance ici une analyse de l'impact sur les sexes de cette crise. Bien que la « seconde vague » du mouvement des femmes ait démarré en Grande-Bretagne, ces féministes ne s'étaient pas autant intéressées à l'analyse économique qu'à leurs projets personnels. De leur côté, les économistes s'intéressaient fort peu aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes. La crise a cependant entraîné une forte hausse du chômage et des coupes sévères dans le secteur public qui employait beaucoup de femmes.

Le taux élevé de chômage des années 80 a été analysé de façon plus approfondie en termes d'impact sur les sexes. Il est apparu que les femmes étaient moins frappées par le chômage que les hommes. Cette situation était due au développement d'emplois peu rémunérés et peu qualifiés (par exemple chez McDonald's ou dans des emplois similaires) que les femmes ont acceptés souvent pour aider leur famille quand leurs maris étaient au chômage, alors que les hommes perdaient des emplois qualifiés et mieux rémunérés dans le secteur industriel. Il ne semble pas que les



Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

chômeurs aient accru leur participation aux tâches domestiques quand leurs femmes travaillaient. Les femmes employées dans le secteur public ont continué à perdre leur emploi en fonction des coupes sombres dans ce secteur.

Ainsi, l'histoire nous offre de bonnes raisons de nous pencher sur les conséquences de la crise économique actuelle sur les femmes.

LE PRÉSENT

Revenons au présent. Les statistiques nationales de novembre 2008, au début de la crise, les plus récentes dont nous disposons, ont montré que les femmes perdent leur emploi deux fois plus vite que les hommes, principalement dans les services financiers et autres services. Bien que les femmes n'occupent pas les emplois les plus élevés des services financiers, elles sont nombreuses dans les emplois de niveau inférieur qui ont subi de fortes suppressions – 130 000 femmes étaient secrétaires administratives dans les institutions financières britanniques contre 68 000 hommes. Des suppressions d'emploi ont eu lieu aussi dans le commerce et la restauration qui emploient une main-d'œuvre féminine très nombreuse, et en majorité notamment des femmes immigrées. L'emploi industriel masculin s'effondre, mais ce secteur est relativement restreint en Grande-Bretagne. L'économie est essentiellement structurée autour des services. Par ailleurs, l'emploi à temps partiel s'est accru chez les femmes, ce qui ne s'est pas produit pour les hommes. Ces emplois (domestiques ou vendeuses), généralement faiblement rémunérés, sont plus facilement acceptés par les femmes, notamment par celles qui sont au chômage ou dont le mari est chômeur, pour subvenir aux besoins de leur famille.

Le gouvernement n'a pas encore envoyé de signal clair sur la mise en place d'une politique qui prenne en compte les problèmes spécifiques des femmes. Harriet Harman, vice-Première ministre et ministre des Droits de la femme et de l'Égalité a récemment déclaré : « nous ne laisserons pas les femmes être les agneaux sacrifiés de la récession ». Mais elle n'a pas expressément dit ce qu'elle proposait, bien qu'elle commence à tenir des réunions avec des femmes sur le thème de la crise.

La grande organisation féministe britannique du Royaume Uni, la *Fawcett Society*, fondée en 1866, a publié en mars 2009 une première réponse à la crise dans un rapport intitulé *Les femmes doivent-elles supporter le fardeau de la récession ?* Ce document met en avant plusieurs points. Premièrement, les femmes travaillant plus actuellement que lors des récessions précédentes (59 % en 1970, 74 % aujourd'hui),



Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

elles sont davantage exposées au chômage. Deuxièmement, les familles monoparentales sont plus nombreuses et dépendent uniquement des seuls revenus de la femme chef de famille. Troisièmement, la population vieillit. La plupart des gens âgés sont des femmes et beaucoup d'entre elles sont pauvres, d'autant que les retraites sont faibles au Royaume-Uni. Quatrièmement, les femmes sont majoritaires dans le secteur public (enseignement, santé notamment). Or, des coupes sérieuses sont envisagées dans ce secteur, ce qui va provoquer du chômage. Cinquièmement, les femmes enceintes seront plus discriminées en raison de la crise, bien que la loi l'interdise. Sixièmement, de nombreuses femmes occupent des emplois à temps partiel, qui seront les premiers à être supprimés. Septièmement, parce que les femmes travaillent à temps partiel, qu'elles occupent des emplois précaires ou qu'elles prennent du temps pour s'occuper de leurs enfants ou de leurs parents, elles reçoivent de faibles indemnités quand elles sont au chômage. Enfin, la violence envers les femmes tend à croître en temps de crise.

La *Fawcett Society* appelle le gouvernement à prendre conscience de ces conséquences de la crise sur les femmes et à agir pour les prévenir.

Plus récemment, fin mars 2009, l'Office gouvernemental de l'égalité a publié un rapport intitulé *La récession économique : les inquiétudes et les expériences des femmes et des enfants*. C'est le résultat d'un sondage portant sur les attitudes et les expériences d'hommes et de femmes d'âges et de milieux sociaux différents. La raison de ce rapport repose sur la reconnaissance, par l'Office (dirigé par Harriet Harman) que la crise peut affecter différemment les femmes et les hommes. Encore une fois, il s'agit d'une démarche qui n'a pas été faite aussi tôt dans les crises précédentes.

Cette recherche a démontré que 75 % des Britanniques estimaient que la crise pourrait avoir des effets néfastes sur eux-mêmes et leur famille notamment s'ils étaient confrontés au chômage. Elle a démontré aussi que les femmes étaient plus inquiètes que les hommes. Notamment, elles redoutent plus les conséquences sur leur famille, alors que les hommes redoutent celles pesant sur leur emploi et s'interrogent sur qui repose la responsabilité de la crise.

Les retraités âgés et les jeunes de moins de trente ans se sentent moins concernés pour eux-mêmes que les groupes d'âge intermédiaire et plus inquiets pour les autres. Les gens âgés, même quand ils craignent de voir leurs revenus diminuer, se résignent à attendre que la crise se termine en tentant de survivre. Les jeunes gens ne sentent pas tellement concernés.

Les femmes redoutent notamment que la crise crée des tensions au sein de la famille. Peu de gens interviewés avaient déjà fait l'expérience du chômage ou d'autres



Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

effets néfastes, mais ils appréhendaient l'avenir. Plus de femmes que d'hommes ont déclaré qu'ils dépenseraient moins.

Ces résultats ne sont peut-être pas étonnants mais ils confirment que les femmes et les hommes réagissent différemment à la crise. Il est encourageant que le gouvernement britannique semble prendre ces différences de comportement entre les femmes et les hommes au sérieux dans ce contexte.

L'AVENIR

L'avenir est incertain en Grande-Bretagne en partie parce que nous ne savons pas quelle direction va prendre la crise ni quelles politiques le gouvernement va mettre en œuvre. Actuellement, un désaccord existe au sein du Royaume Uni, de l'Union européenne et du G20 sur les mesures à prendre. Le Premier ministre britannique souhaite injecter plus d'argent dans l'économie pour encourager la consommation et l'emploi mais le Chancelier de l'Echiquier, le gouverneur de la banque d'Angleterre et de nombreuses personnalités en Grande-Bretagne et dans d'autres pays s'y opposent parce que, expliquent-ils, cela va augmenter la dette publique déjà très élevée à un point tel qu'on peut redouter que les marchés internationaux perdent confiance dans la capacité de la Grande-Bretagne à la rembourser.

Il est très probable que la crise va conduire à de sévères coupes dans le secteur public au cours des mois à venir, pour réduire les dépenses publiques et la dette. Une pression politique très forte s'exerce en ce sens de la part de ceux qui estiment injuste que la plus grande partie du fardeau de la crise soit supportée jusqu'à présent par le secteur privé où le chômage est plus élevé. Les suppressions d'emploi dans les services publics vont entraîner du chômage chez les femmes qui sont sur-employées dans le secteur public.

Si le gouvernement cherche à réduire le chômage en encourageant les investissements dans les infrastructures, comme la construction de routes ou de maisons à bas prix (dont nous avons grand besoin), ou en subventionnant le secteur automobile, il est probable que cela va créer des emplois pour les hommes qualifiés plutôt que pour les femmes. Bien sûr, permettre aux hommes de conserver leur emploi va aider les femmes à faire vivre leur famille, mais au cours des dix dernières années, la survie de nombreux ménages a dépendu de l'existence de deux salaires, notamment pour faire face à l'augmentation du coût du loyer, entre autres dépenses. Notons, par ailleurs, que de nombreuses femmes sont seules et chefs de famille.

Un grand nombre de féministes américains (femmes et hommes) ont adressé une lettre au président Obama attirant son attention sur le fait que créer des emplois en



Les femmes
et la crise économique
en Grande-Bretagne

ayant recours à de grands travaux d'infrastructures ne bénéficierait pas à de nombreuses femmes et familles dans le besoin. Il ferait mieux d'investir dans les secteurs de la santé et d'autres services publics qui emploient des femmes. Ces remarques valent également pour la Grande Bretagne.

CONCLUSION

La crise est si dure qu'elle peut faire émerger l'opportunité de repenser fondamentalement les politiques économiques et sociales. Ce qui est d'autant plus important que les voix des femmes sont entendues et leurs besoins compris et que nous cherchons à influencer sur le changement. Mais nos voix, bien qu'elles soient présentes, ne sont pas prééminentes dans le débat dominant sur la crise en Grande-Bretagne.